

CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE DE LA TUNISIE

paysage et aménagement du territoire, les dimensions cachées de la Révolution

Colloque interdisciplinaire - Cité des Sciences à Tunis, 17 et 18 novembre 2011

Abderraouf DRIBEK

L'impact du tourisme sur l'île de Djerba

L'étude présentée repose sur la mise en place d'une méthodologie permettant de quantifier de manière fiable et scientifique la place et la contribution du tourisme dans l'économie, avec pour objectif de constituer un outil réutilisable destiné d'abord à éclairer la politique publique de ce secteur. Il s'agit d'une nouvelle méthode permettant d'apprécier l'impact économique du tourisme sur l'île de Djerba (Tunisie). Cette méthode, appelée « méthode de masses », s'inspire de la théorie de croissance ou de développement. Elle nécessite la détermination des activités directes, indirectes et induites. Les indicateurs mesurés sont : la Valeur ajoutée (VA), l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et l'Emploi (E). Cette méthode consiste à retenir la totalité de l'effectif, de la VA et de l'EBE des entreprises situées dans la zone touristique et la part proportionnelle de ces indicateurs pour les entreprises situées hors la zone touristique. En effet, la connaissance de la répartition de la valeur ajoutée permet de déterminer le poids économique des différentes catégories et elle peut devenir un outil d'orientation des choix locaux de développement du tourisme en favorisant les activités les plus créatrices de richesse et génératrice de main d'œuvre (exemple le transport aérien, les guides touristiques...), ensuite, de sensibiliser les populations aux enjeux du tourisme, comme facteur de développement économique.

L'étude présentée amène à penser la nécessité d'une nouvelle logique de développement. Mais comment la rendre opérationnelle et efficace dans une région dont l'économie est fortement dépendante des ressources naturelles? Si, aujourd'hui, de nouvelles initiatives laissent entrevoir l'émergence d'une « nouvelle économie », une économie qui cherche à promouvoir les ressources naturelles et humaines du milieu touristique, la mise en valeur de ces deux ressources se heurte à des obstacles d'organisation et de financement.

En ce qui concerne l'organisation : une intervention énergique de l'État en vue de rééquilibrer la distribution spatiale de l'appareil de production et de consommation est devenue nécessaire. Seule une répartition équitable aux niveaux économique, social et politique sera garante d'un nivellement vertueux des localités. Un renouveau de la politique d'aménagement du territoire et la décentralisation sont alors souhaitables. Ces deux composantes constituent les bases d'un développement local. Cette nouvelle stratégie nécessite une valorisation touristique d'un territoire, qui a pour objectif de transférer les pouvoirs décisionnels auprès des collectivités locales.

Concernant le problème financier, il faut tout d'abord que les impôts soient affectés —c'est-à-dire que les recettes générées soient réservées— à des utilisations spécifiques au lieu d'être versés aux fonds publics. C'est pourquoi il doit y avoir concertation entre les différents acteurs impliqués dans le développement socio-économique de l'île. Car on ne peut prétendre faire du développement si l'État et les intervenants locaux ne deviennent pas de véritables partenaires.

Enfin, il faut attirer plus de promoteurs étrangers pour résoudre la problématique de compétitivité et de rentabilité associée aux facteurs de capital. La rénovation et l'aménagement des stations balnéaires pourraient s'appuyer sur une ouverture de l'immobilier commercial, ainsi sur un meilleur accès aux capitaux étrangers et au savoir-faire en termes de projets. Encourager l'ouverture de la part des aménageurs et des hôteliers tunisiens aux normes, aux innovations en matière de conception, et aux mécanismes de financement utilisés à l'étranger.